



Force Ouvrière



Syndicat National de la Navigation Aérienne

CRNA/SO avenue Beaudésert 33692 MERIGNAC Cedex Tel : 05 56 55 63 71 – Fax : 05 57 92 84 87
Lotus Notes : fo-crnaso@regis-dgac.net / E-mail: fossna@aol.com / Site web: <http://www.snnaf.com>

Bruxelles, le 27 janvier 2010

First FABEC Social Dialogue Committee : avant d'avoir débuté le dialogue social est déjà en panne !

Lors de la première réunion concernant le dialogue social au sein du FABEC qui s'est déroulée le 27 janvier 2010 à Bruxelles, les masques des « managers » des opérateurs sont tombés.

Les représentants de l'ETF ont rappelé et soutenu la position de la majorité des personnels français qui s'oppose à la fusion des opérateurs des services de la navigation aérienne qui démantèlera la DGAC. L'ETF défend le principe d'un FABEC coopératif qui permet à chaque état de construire le FABEC et de garder son pouvoir de décision sur les conditions de travail et statuts des personnels.

Après la lecture de ce communiqué de soutien la réaction du représentant de la DFS a été très claire :

- il y aura des conséquences sociales pour les personnels.....
- l'objectif principal est la réduction des coûts

Concernant le futur comité de dialogue social les représentants des opérateurs veulent imposer toutes les conditions pour museler les personnels et leurs représentants.

- Limitation du nombre de représentants syndicaux à 12 pour la totalité du FABEC alors qu'il y a déjà 10 représentants au sein de la DGAC française....
- Les décisions prises au sein du comité FABEC cadreront les négociations de chaque état : il n'y aura plus aucune possibilité de négocier au niveau national.
- Introduction de représentants issus d'associations professionnelles qui n'ont aucune légitimité pour négocier au plan national : pourquoi seraient-elles légitimes au niveau du FABEC si ce n'est pour affaiblir la défense des intérêts des personnels ?
- Obligation de confidentialité des débats : comment informer les personnels dans ce cas ?

L'ETF a refusé de poursuivre le débat stérile ou manifestement le dialogue social est, dès le départ, tronqué et manipulé avec l'appui de certains syndicats qui veulent faire passer coûte que coûte le projet MOSAIC.

L'ETF exige que les principes du droit syndical permettant de défendre les personnels soient respectés.

FO membre de l'ETF mettra tout en œuvre au plan national et international pour défendre la DGAC unie au sein de la Fonction Publique de l'Etat dans le cadre d'un FABEC coopératif.